

disparus, ont hélas fait de M. Chevardnadze un prophète. M. Gorbachev a adopté comme position que les événements de Vilnius étaient regrettables, mais inévitables. Il n'a pas condamné la violence, il n'a pas exprimé de compassion pour les victimes, ni désavoué ceux qui ont ordonné cette agression. Son ultimatum aux États baltes a donné le feu vert à l'armée, bien qu'il ait nié avoir personnellement eu connaissance des conséquences.

Les trois États baltes croient qu'un gouvernement présidentiel direct, imposé par l'armée, est imminent. Ils font un appel pressant au Canada et aux autres États occidentaux, en établissant un lien explicite avec la crise du Golfe. Ces trois États ont envoyé des représentants qui sont autorisés à établir des gouvernements en exil si cela est nécessaire. Et, comme le sait la Chambre et comme je l'ai dit, j'ai rencontré au début de la soirée le vice-président de la Lettonie.

Le manque de cohérence à Moscou entre les diverses factions qui briguent le pouvoir rend toute évaluation difficile. Le président Yeltsin de la République russe s'est joint aux États baltes pour s'opposer au gouvernement central. Des dizaines de milliers de gens ont manifesté à Moscou, hier, en demandant la démission de M. Gorbatchev et le rétablissement de la démocratie. Entretemps, la situation dans d'autres républiques est de plus en plus tendue, en Géorgie, en Arménie, en Moldavie, et en Ukraine. M. Gorbatchev et l'armée les ont menacées du même traitement si elles ne cèdent pas. Nombreux sont ceux qui pensent que les États baltes doivent servir d'exemple.

Le printemps passé, les Canadiens ont applaudi aux élections libres dans les États baltes et ils ont appuyé le droit de ces gens-là de déterminer leur propre avenir. Nous avons protesté quand les Soviétiques ont eu recours à l'intimidation. Comme parlementaire, je me suis entretenu avec M<sup>me</sup> Prunskiene, alors premier ministre de la Lituanie. Le Canada s'est empressé d'exprimer son inquiétude au sujet de la situation dangereuse dans les États baltes. En décembre, le premier ministre et moi, à titre de parlementaires, avons vu le président Landsbergis de la Lituanie, le premier ministre Godmanis de la Lettonie et le ministre des Affaires étrangères, M. Jurkans. Le 13 décembre, j'ai écrit à M. Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères, pour lui demander de confirmer les garanties explicites qu'on nous avait données, au premier ministre et à moi, il y a un an et selon lesquelles on ne prendrait pas de mesures répressives. Les 8 et 11 janvier, l'ambassadeur soviétique a été convoqué.

Au nom du Gouvernement du Canada, j'ai transmis des messages non équivoques. De toutes les démocraties de l'Ouest, le Canada a été l'un des pays qui ont réagi le plus fortement devant les incidents tragiques survenus à Vilnius.